

FRANÇOIS BAYROU : ELEMENTS DE LANGAGE

1. Le candidat du faux semblant

François Bayrou justifie sa candidature par sa volonté de dépasser la France des partis, pour gouverner en associant des élus de gauche et de droite. Dans sa dernière interview au quotidien *Le Monde*, il annonce ainsi la création d'un gouvernement « *composé de femmes et d'hommes compétents, d'accord sur les grands choix, et représentatifs des grandes sensibilités démocratiques du pays* ». Un gouvernement de rassemblement sera donc mis en place au lendemain des élections présidentielles, qui accordera, dans chaque circonscription, un « label » aux candidats qui le soutiendront. Dans le même temps, François Bayrou créera un « grand parti démocrate » pour la France.

Cette stratégie est la fois totalement incohérente et sans conviction :

- incohérente, puisque le candidat qui veut une « union nationale », qui souhaite dépasser les partis et apporter des « réponses non-partisanes », **a comme premier réflexe de créer un nouveau parti**. C'est dire à quel point il est en réalité un homme d'appareil, qui, entré dans la vie politique il y a 30 ans (suppléant aux élections législatives de 1977), a toujours fonctionné avec et dans un parti. Ce qui le gêne, ce n'est pas la France des partis, c'est que ce ne soit pas la France de son parti, l'UDF ;
- sans conviction : selon son adversaire au second tour, **François Bayrou invitera les électeurs de Ségolène Royal ou de Nicolas Sarkozy à voter pour lui, en dépit du fossé qui les sépare**. Ce n'est donc plus l'électeur qui choisit en fonction du programme, mais le programme qui s'adapte en fonction de l'électeur. Pour François Bayrou, l'essentiel ne réside pas dans les convictions (elles sont si frêles qu'elles peuvent changer du tout ou tout selon le résultat du premier tour), mais dans la prise de pouvoir.

2. Le candidat qui se présente devant les Français sans assumer qui il est : un homme de droite

François Bayrou n'assume plus qu'il est de droite. Mais son bilan, son programme, ses électeurs, ses élus parlent pour lui :

- son bilan : il a été ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement de cohabitation d'Édouard Balladur puis ministre de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la formation professionnelle dans le premier gouvernement d'Alain Juppé. Sous le Gouvernement Raffarin, il a voté tous les budgets, ainsi que les lois Fillon sur les retraites et Sarkozy sur la sécurité intérieure. En mars 2003, interrogé dans *L'expansion* sur les ministres ayant le meilleur bilan, il cite immédiatement et en premier Nicolas Sarkozy. En 2004, lors des élections régionales, il accepte la fusion avec les listes de l'UMP au second tour. En 2005, il vote l'application de l'état d'urgence pendant les émeutes dans les banlieues. En août 2006, il a apporté son soutien à la liste du candidat Alain Juppé à la mairie de Bordeaux. Lorsqu'il était Président du Conseil général des Pyrénées Atlantiques, de 1992, à 2001, il n'a, par ailleurs, jamais associé les élus socialistes, ce qui en dit long sur la profondeur de son attachement à l'ouverture et au refus des partis ;

- son programme : l'exonération des droits de succession, la réforme de l'ISF, la revalorisation des heures supplémentaires, autant de mesures que François Bayrou a mis au centre de son programme et qui constituent des repoussoirs pour le parti socialiste ;

- ses élus : en 2006, la moitié des députés de l'UDF vote pour la loi sur l'immigration du ministre de l'Intérieur, l'autre moitié s'abstient, et la majorité des sénateurs vote pour. En 2006, François Bayrou vote la censure du Gouvernement de Dominique de Villepin, mais sans être suivi par deux tiers des parlementaires du Groupe UDF ;

- ses électeurs : dans les conseils municipaux et généraux, les élus de l'UDF travaillent avec ceux de l'UMP. Cette alliance traduit le sentiment d'appartenance à la droite des électeurs de François Bayrou : en 2002 par exemple, seuls 6% des électeurs de François Bayrou souhaitaient voir élu Lionel Jospin (sondage TNS Sofres 2004).

3. Le candidat de la France bloquée

Ce que propose François Bayrou, c'est un gouvernement de coalition, ou, pour le dire autrement, une majorité d'idées car, « *les grands sujets, l'éducation, la dette, l'exclusion, la recherche ou le changement climatique, nécessitent des politiques volontaires de longue durée et ne peuvent être traités dans le cadre figé du clivage droite-gauche* ». Comme son nom l'indique, pour que cette stratégie fonctionne, encore faut-il dégager une majorité qui ait les mêmes idées. Mais comment l'imaginer avec une chambre qui assurera une représentation à tous les partis ayant obtenu plus de 5 % des suffrages ? Comment imaginer alors que des représentants du parti socialiste, d'un côté, de l'UDF et de l'UMP, de l'autre, aient suffisamment d'idées communes pour gouverner sur :

- la politique budgétaire : Nicolas Sarkozy propose des mesures d'économie fortes pour réduire la dette, notamment sur le premier poste de dépenses que représente l'emploi public ; Ségolène Royal veut maintenir à l'identique le nombre de fonctionnaires ; François Bayrou quant à lui fustige le catalogue de promesses de la candidate socialiste, mais ne sort pas du bois sur le sujet qui fâche, les effectifs ;

- la politique économique : Ségolène Royal veut étendre les 35 heures, multiplier les nouveaux emplois jeunes (« emplois tremplin »), porter le SMIC à 1 500 euros, accroître la fiscalité sur les entreprises, développer encore l'assistantat, rigidifier un peu plus le droit du travail. Comment François Bayrou pourra-t-il gouverner avec le parti socialiste, alors qu'il évoque de son côté l'augmentation de la rémunération des heures supplémentaires à 35 % d'une heure normale ou les conséquences pénalisantes des 35 heures pour l'économie française et refuse l'augmentation du SMIC à 1 500 euros ?

- la politique fiscale : c'est probablement l'un des thèmes de plus forte opposition entre Ségolène Royal et François Bayrou : la première veut taxer le capital, se satisfait de l'ISF, refuse la baisse des droits de succession et souhaite augmenter les prélèvements obligatoires ; le second veut exonérer très largement les successions et considère, au sujet de l'ISF « *que, lorsque les riches s'en vont, quelque incivique que soit ce comportement, dont je mesure l'incivisme, il s'agit d'un appauvrissement continu du pays. Il nous a manqué des dizaines de milliards qui sont partis à l'étranger et qui ne sont pas venus s'investir en France* » ;

- la politique monétaire : Ségolène Royal critique l'action de la BCE, François Bayrou considère que les remarques sur la banque centrale européenne sont « *extrêmement dangereuses* » ;

- les retraites : Ségolène Royal veut abroger la loi Fillon pour mieux augmenter les cotisations et n'assume pas la réforme des régimes sociaux, François Bayrou avait voté la loi Fillon (tout en restant évasif aujourd'hui sur ce sujet).

On comprend qu'avec de tels grands écarts, et sans même tenir compte de la présence des autres partis, **la France deviendra un pays ingouvernable** :

- pour assurer une place à tous, François Bayrou multipliera les petits ministères, au détriment des finances publiques, de l'efficacité des administrations et de l'affirmation de l'autorité de l'Etat. Ce n'est pas pour rien qu'il y a 109 ministres en Italie, c'est-à-dire 4 fois plus que sous le Gouvernement de Silvio Berlusconi : lorsque l'on ne partage pas les mêmes idées, ce sont les postes que l'on monnaie pour acheter la coopération ;

- les sujets polémiques, c'est-à-dire ceux qui doivent obligatoirement être au cœur de l'action du prochain Gouvernement (durée du travail, enseignement supérieur, recherche, retraites, assurance maladie, fiscalité etc.), ne seront pas abordés ou alors avec les réformettes classiques du consensus mou. Dès qu'un sujet sérieux sera sur la table, les masques tomberont, comme le démontrent actuellement les exemples allemand et italien. Il n'y a donc qu'un seul gagnant, dans ce type de stratégie, c'est l'immobilisme. Ce n'est pas pour rien que le Général De Gaulle a dénoncé, dans la IVème République un régime où « *les marchandages des partis passent avant les intérêts de la France* » : lui qui n'a jamais transigé avec l'action avait en conséquence fait de la majorité à la Chambre l'un des piliers de la 5ème République ;

- une fois éclaté, le consensus apparent des premiers jours laissera la place à une cohabitation permanente, uniquement rythmée par la succession de Gouvernements. Or si les Français ont un mauvais souvenir de la cohabitation, c'est parce qu'elle symbolise l'impuissance publique en matière de politique étrangère et la division permanente en matière intérieure.